

Ravelli (Quentin), Siméant-Germanos (Johanna), Bonnin (Loïc), Liochon (Pauline), dir. – *Les Gilets Jaunes. Une révolte inclassable*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2024, 428 p.

Étienne Penissat

DANS **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE** 2024/3 Vol. 74, PAGES 595 À 597
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES Po**

ISSN 0035-2950

DOI 10.3917/rfsp.743.0596

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2024-3-page-595?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

elle est un outil de négociation. Et dès lors, elle a toute sa place en démocratie, ce que soutient Sylvie Strudel en se référant sur ce point aux travaux de Ruth Amossy, qui elle-même convoque Georg Simmel traitant du conflit. En somme, à condition qu'elle soit un minimum sous contrôle, ce qu'elle est généralement, la transgression discursive des règles du jeu politique peut contribuer au bon fonctionnement de celui-ci. Qu'elle soit le fait d'un outsider en quête de notoriété médiatique ou d'un notable suffisamment établi pour se permettre des écarts de langage, la parole insultante joue un rôle éminent au cœur de la démocratie. Qu'elle s'apparente à un propos mal maîtrisé ou qu'elle s'inscrive dans une stratégie délibérée de scandalisation, elle nourrit à sa façon une vie politique qui, sans elle, serait vite assimilée à la pratique de la « langue de bois » et du « politiquement correct », voire de quelque « wokisme ». D'une certaine façon, les succès électoraux de leaders maniant quotidiennement l'invective et la grossièreté laissent penser qu'ils répondent ce faisant à une certaine attente populaire. Lu sous cet angle, *Les usages politiques de l'insulte* pourrait être reçu comme une aide déterminante à l'analyse des arrivées au pouvoir d'un Trump ou d'un Milei.

Au fil des références, une bibliographie d'une grande richesse se constitue sur un sujet aux multiples facettes, dont l'ouvrage rend compte de façon très large. Un index des noms de personnalités historiques évoquées achève de faire de lui un outil précieux pour de futurs travaux. De fait, la grosse douzaine de contributions balaie une grande diversité de cas de figure. Béatrice Fracchiolla centre son propos sur l'injure vue comme la dénonciation d'un non-respect à la parole donnée, lequel autorise le dénigrement et génère l'indignité. Olivier Beaud s'intéresse aux poursuites pour offense au chef de l'État, des politiciens, journalistes et avocats d'extrême droite dans les premières années de la V^e République. Dorothea Reigner analyse la façon dont sont sanctionnés les manquements à la bonne tenue oratoire dans l'hémicycle parlementaire français, tandis qu'Olivier Costa et Olivier Rozenberg mettent en lumière la rareté et les spécificités de la gestion de l'insulte au Parlement européen. Élodie Berthet se penche sur une campagne présidentielle sur les réseaux sociaux, marquée par des attaques personnelles exprimant un populisme opposé aux élites. Et puis il y a les insultes venues d'« en bas ». Éric Marlière nous emmène dans les

« quartiers », là où ce qu'on appelle « incivilités » prend souvent la forme de l'insulte, dont le sentiment de discrimination est le ressort, et Denis Saint-Armand développe une problématique proche, avec l'examen des invectives contenues dans les écrits contestataires des Gilets jaunes, émises en riposte à certains propos présidentiels. Samia Khichane, lui, s'intéresse à la place particulière occupée par l'attaque verbale dans un pays où la contestation politique est fortement réprimée. Pierre Leroux analyse comment se construit la qualification d'insulte, dans les commentaires de multiples acteurs. Thomas Ehrhard et Marion Jacquet-Vaillant se demandent, de manière surprenante mais très légitime, si et en quoi l'expression « Ancien monde » est bien une insulte politique. Alice Baudy s'attarde avec bonheur sur le cas d'une catégorie particulière de victimes d'insultes, les harkis, au cœur d'une lutte des mémoires. Marion Jacquet-Vaillant veut savoir quand, comment et pourquoi les militants d'un groupe ultra-nationaliste peuvent se sentir insultés. Enfin, Bertrand Badie s'écarte des scènes politiques nationales pour embrasser les relations globales dont il montre qu'elles ne se résument pas à la figure hobbesienne du combat de gladiateurs.

Si cette suite de trop brefs résumés ne peut rendre compte de manière satisfaisante de la richesse de ces 13 contributions, elle n'en cherche pas moins à montrer l'ampleur du chantier engagé et, par là même – mais le paradoxe n'est qu'apparent –, la possibilité, voire la nécessité de nouvelles investigations, tant le sujet abordé apparaît central à plus d'un titre, à la lecture de cet ouvrage qui fournit un bel exemple de ce que peut apporter une pluridisciplinarité bien maîtrisée.

Paul Bacot -
ENS-Lyon, Triangle

Ravelli (Quentin), Siméant-Germanos (Johanna), Bonnin (Loïc), Liochon (Pauline), dir. – *Les Gilets Jaunes. Une révolte inclassable*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2024, 428 p.

Les Gilets Jaunes. Une révolte inclassable saisit ce mouvement social à partir d'une approche kaléidoscopique qui multiplie les dimensions analytiques, lieux et temporalités. Le propos se

concentre sur les relations des Gilets jaunes avec les syndicats (partie 1), les partis d'extrême droite (partie 2), la police et la justice (partie 3) les médias et les réseaux sociaux (partie 4) ainsi que sur les différenciations et les alliances sociales dans l'action entre Gilets jaunes (partie 5). La sixième partie, composée principalement d'entretiens avec des chercheur-se-s, interroge de façon originale les frontières territoriales de la mobilisation, en particulier deux chapitres stimulants sur les conditions d'une révolte courte et puissante, en grande partie victorieuse à La Réunion (chapitre 18) mais défaite en Wallonie (chapitre 20). Elle explore aussi les frontières chronologiques, en remontant de façon instructive à la « Colère », mobilisation initiée contre la limitation de vitesse à 80 km/heure en janvier 2018 (chapitre 17), et en questionnant ses prolongements dans les manifestations « anti-pass » sanitaire de 2021 (chapitre 21). Ce parti pris éditorial, rendu possible par la dimension collective de l'ouvrage issu d'un colloque, est bien adapté à l'objet, un mouvement protéiforme, peu structuré par des organisations et à la géographie disséminée sur le territoire national. Il complète les études existantes centrées sur la sociologie des modes d'action (comme l'occupation des ronds-points) et des revendications des Gilets jaunes. Plutôt que de proposer une analyse univoque, il dévoile les ambivalences du mouvement, ses contradictions et ses conflits internes comme le conceptualise Quentin Ravelli en introduction.

Cette problématisation met en lumière les transformations du mouvement, dont la composition et les modes de mobilisation ont évolué en fonction des rapports de force avec les institutions et entre Gilets jaunes eux-mêmes. Par exemple, si le mouvement se situe hors du cadre syndical, souvent perçu comme trop modéré et bureaucratisé par les occupant-e-s des ronds-points (chapitre 2), des syndicalistes le rejoignent attiré-e-s par son radicalisme et son positionnement anti-Macron mais aussi comme moyen de réenchanter leur militantisme par des solidarités concrètes et des sociabilités en dehors de l'entre-soi militant (chapitre 1). Ce faisant, le mouvement est autant travaillé par les syndicalistes qui s'y engagent qu'il ne travaille certaines organisations syndicales (chapitre 3). Ces ambivalences se retrouvent dans les rapports avec les élu-e-s et militant-e-s du Rassemblement national : bien que des sympathisant-e-s d'extrême droite aient

rejoint les Gilets jaunes, aucune alliance structurée n'est constatée. La participation des militant-e-s d'extrême droite varie selon les milieux sociaux et les configurations locales (chapitre 6) mais également leurs échecs à s'emparer du leadership dans les manifestations (chapitre 5).

L'analyse relationnelle éclaire également les logiques de mobilisation/contre-mobilisation institutionnelle, au cœur des dynamiques du mouvement. Si les stratégies de maintien de l'ordre violentes et répressives ont été discutées par les journalistes et les chercheur-se-s, les chapitres de Vanessa Codaccioni (chapitre 8) et de Florence Johsua (chapitre 9) apportent un éclairage bienvenu sur des pratiques moins visibles dans les commissariats et les tribunaux en montrant comment s'est déployée une politique de maintien de l'ordre et de justice préventives, en partie inspirée des lois antiterroristes, visant à empêcher la participation aux manifestations par le recours massif aux gardes à vue (souvent classées sans suites) et aux interdictions de paraître ou de séjour. Cela inclut aussi une surveillance accrue et des interpellations fondées sur des critères anticipatoires (ports d'objets, apparence, participation à un regroupement) conduisant *in fine* les autorités à associer les manifestant-e-s à des malfaiteur-se-s présumé-e-s.

Autre apport de l'ouvrage, l'analyse fine des divisions sociales et politiques entre Gilets jaunes, appuyée par des récits de trajectoires individuelles. Comme le suggère Johanna Siméant-Germanos en conclusion, l'ouvrage fait dialoguer de façon fructueuse la sociologie des mouvements sociaux avec la sociologie des classes populaires. Plusieurs chapitres mettent l'accent sur la lutte des classes comme force motrice du mouvement en montrant que les revendications, dominées par des dimensions économiques, et la mise à distance des divergences idéologiques et des organisations politiques et syndicales visent à protéger la fragile alliance entre différentes fractions des classes populaires et moyennes (chapitre 16). Ce « consensus de classe » n'empêche toutefois pas l'expression de conflits aux soubassements politiques et sociaux, comme ceux entre occupant-e-s de deux ronds-points (le très beau chapitre 15 de Loïc Bonnin et Pauline Liochon) ou entre soignant-e-s dans les manifestations (chapitre 10).

On peut regretter que, malgré la richesse des différentes scènes d'observation et l'épaisseur sociologique des récits de Gilets jaunes, les

auteur·e·s n'aient pas cherché à qualifier plus précisément ce mouvement. Si la thèse de la rupture des économies morales¹ est évacuée en introduction (Q. Ravelli) mais défendue en conclusion (J. Siméant-Germanos), plusieurs chapitres sur le rapport aux institutions étatiques et aux organisations politiques et syndicales en accréditent l'intérêt et elle aurait mérité une discussion approfondie. Celle-ci aurait d'ailleurs pu s'appuyer sur l'analyse plus systématique des conditions de l'alliance entre des milieux sociaux

qui ont des rapports différenciés à la politique. De même, si l'expression de formes de racisme est évoquée à plusieurs reprises, cet enjeu et plus largement la question de la présence d'immigré·e·s ou de personnes racisées est absente des différents chapitres, ce qui ne permet pas de s'interroger pleinement sur les définitions du « peuple » dont ce mouvement se revendique.

Etienne Penissat -
CNRS, Centre Maurice Halbwachs

1. Samuel Hayat, « L'économie morale et le pouvoir », dans Joseph Confavreux (dir.), *Le fond de l'air est jaune. Comprendre une révolte inédite*, Paris, Seuil, 2019, p. 17-28.